

# CERTIFICAT

Exigé par l'article 96 du règlement communal sur les bâtisses du 6 mars 2006 et attestant que l'exécution de la construction définie ci-après a fait l'objet d'une autorisation de M. le Bourgmestre.

Genre et situation de la construction: **Construction d'un abri de jardin en bois à L-6316 BEAUFORT 5, an der Schleef, sur des fonds inscrits au cadastre de la commune de Beaufort, section B de Kosselt, numéro 48/3791.**

Nom et domicile du maître de l'ouvrage: **Monsieur Vito ANTONACCI, demeurant à L-6316 BEAUFORT 5, an der Schleef.**

Nom de l'architecte et N° de l'autorisation gouvernementale:

Autorisation de construire délivrée par M. le Bourgmestre le 30/5/2018 sous le N° 34/2018  
(Règlement communal du 6 mars 2006)

Lotissement/Projet particulier d'aménagement/Extension du PAG/PAG adopté par délibération du conseil communal du \_\_\_\_\_ et approuvé par Monsieur le Ministre de l'Intérieur le \_\_\_\_\_ sous le N° \_\_\_\_\_  
(Loi du 19 juillet 2004)

Autorisation du Ministre ayant dans ses attributions l'Administration des Eaux et Forêts/non requise/délivrée le \_\_\_\_\_ sous le N° \_\_\_\_\_  
(Loi du 19 janvier 2004)

Permission de voirie/non requise/délivrée par Monsieur le Ministre des Travaux Publics le \_\_\_\_\_ sous le N° \_\_\_\_\_  
(Lois des 13 janvier 1843, 22 février 1958, 17 juin 1976 et 17 janvier 1977 et l'arrêté du 4 novembre 1814)

Permission de cours d'eau/non requise/délivrée par Monsieur le Ministre ayant dans ses attributions l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture le \_\_\_\_\_  
(Edit du 13 août 1969, Arrêté du 9 mars 1789, Ar. R. du 28 août 1820, loi du 16 mai 1929)

Autorisation de Monsieur le Ministre de l'Environnement, de Monsieur le Ministre du Travail ou de Monsieur le Bourgmestre du \_\_\_\_\_  
(Etablissement réputé dangereux, insalubre ou incommode, Loi du 19 mai 1990)

Un recours contre la décision est ouvert conformément aux prescriptions du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des Communes. Ce recours peut être interjeté auprès du Tribunal administratif par un avocat de la liste I. Il doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de trois mois de la notification de la décision.

Le Bourgmestre,

